



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*



**CARIBBEAN  
FOOD  
CROPS SOCIETY**

*SOCIETE CARAIBE  
POUR LES PLANTES ALIMENTAIRES*

**25**

Twenty fifth  
Annual Meeting 1989

*25<sup>e</sup> CONGRES ANNUEL*

**Guadeloupe**

Vol. XXV

# D'UN ELEVAGE INTRODUIT AU SYSTEME AGRAIRE GUYANAIS

J.P. GACHET

SAD-GUYANE Centre de Recherches agronomiques des Antilles et de la  
Guyane BP 709 97387 KOUROU CEDEX

## I - INTRODUCTION

En 1975 lorsqu'est lancée «l'OPERATION GUYANE»(BUMIDOM, 1975, 1976) qui, rappelons-le visait, sur la base d'une émigration massive, à créer en l'espace de dix ans, 5 000 emplois dans les secteurs de l'agriculture et de la forêt et 5 000 autres emplois dans les secteurs de l'industrie du bois, des mines et des services, la GUYANE se présente ainsi :

- 55 000 habitants dont 60 % concentrés dans l'île de CAYENNE
- 3 750 ha de surfaces cultivées dont 62 % étaient occupés par des cultures annuelles pratiquées dans le cadre de l'abattis itinérant derrière défriche forestière,
- 2 000 têtes de bovins qui assuraient environ 5 % de la consommation locale qui était satisfaite par des importations de métropole et de différents pays latino-américains.

L'élevage bovin à viande va devenir, un élément central de ce qui s'appellera bientôt le Plan Vert. Cet élevage se constituera sur la base d'éléments importés : bétail, semences, matériel et d'un certain nombre de migrants. Cet élevage est en difficulté depuis le tout début de sa mise en place. Celles-ci n'ont fait que s'exacerber et se généraliser au fur et à mesure que les installations se multipliaient et que les financements se tarissaient.

Du fait de la très grande diversité de son peuplement, de la multiplicité des itinéraires qui ont conduit en GUYANE, dans l'agriculture et à la pratique de l'élevage bovin, on peut mettre en évidence une très grande diversité de modalités d'émergence de cet élevage et de son insertion dans le système agraire guyanais. L'analyse fine de cette diversité devrait nous permettre, c'est ma conviction, de déterminer à quelles conditions techniques, économiques, sociales et humaines un nouveau système technique, un nouveau système agraire peuvent émerger et se reproduire dans un territoire isolé mais ouvert à de nombreux courants migratoires.

## II - PREMIERE APPROCHE DE L'ELEVAGE BOVIN VIANDE

### 21 Répartition régionale des troupeaux et origine des éleveurs

Nous utilisons les derniers inventaires réalisés pour l'ensemble du cheptel et qui datent de fin 1986. (tableau 1 et figure 1).

Nous nous limitons aux troupeaux ayant 10 femelles et plus soit environ les 2/3 des exploitations ayant des bovins-viande et près de 99 % des effectifs de femelles et toutes catégories.

Troupeaux de plus de 100 femelles : ils sont au nombre de 25 et détiennent 71,6 des femelles et 70 % d'entre eux sont situés à l'Ouest de CAYENNE. 64 % de ces troupeaux appartiennent à des migrants d'origine française dont la moitié est groupée dans les trois communes de MACOURIA, MONTSINERY et KOUROU. 24 % appartiennent à des Guyanais et sont situés pour les 2/3 à l'Est de CAYENNE.

Troupeaux de 50 à 99 femelles : au nombre de 17 ils regroupent 17,9 % des femelles. Il y a parmi eux une majorité d'éleveurs guyanais dont la moitié est installée sur la commune de ROURA, au plateau de Nancibo, périmètre aménagé dans des conditions discutables au début des années 80.

Troupeaux de 10 à 49 femelles : au nombre de 31 ils rassemblent 9,6 % des femelles. Ils appartiennent pour les 2/3 à des Guyanais et les 2/3 de ces élevages sont situés sur les communes de MONTSINERY, MACOURIA, KOUROU, SINNAMARY et IRACOUBO qui ont été dans le passé d'importantes régions d'élevage.

### 22 - Liaison de l'élevage bovin-viande avec d'autres productions et d'autres activités

Nous nous sommes limités aux exploitations ayant un troupeau allaitant de plus de 50 femelles car nous ne disposons pas d'une connaissance suffisante pour l'ensemble du groupe ayant de 10 à 49 femelles.

On observe :

- 12 exploitations seulement sur 42 sont spécialisées dans l'élevage et elles possèdent près de 30 % des femelles. Huit d'entre elles ont un effectif de plus de 100 femelles (dont quatre de plus de 200) et sept appartiennent à des migrants et à une ferme-pépinière,

Effectifs femelles au 31/12/86

	ST LAURENT MANA	IRACOUBO SINNAMARY	KOUROU MACOURIA MONTSINERY	REMIRE MATOURY	REGINA ST GEORGES	TOTAL	%
> 100 femelles							
Nombre d'élevages	6	2	10	3	2	25	34,2
Effectifs	1235	459	2097	780	367	4938	72,5
Origine des éleveurs	1 CG, 3 MFxx 2 MF	2 MFx	1 CG, 1 CA 8 MF	2 CG, 3 MFx	2 CG	6 CG 1 CA 16 MF, 2 ME	
> 50 < 100 femelles							
Nombre d'élevages	4	3	3	6	1	17	23,3
Effectifs	298	230	18,9	432	53	1219	17,9
Origine des éleveurs	1 CG, 2 MF, 1 ME	2 CG, 1 MF,	1 CG, 2 MF	5 CG, 1 ME	1 CG	10 CG, 5 MF 2 ME	
> 10 < 50 femelles							
Nombre d'élevages	4	7	14	5	1	31	42,5
Effectifs	88	176	27,0	108	41	652	9,6
Origine des éleveurs	3 CG, 1 MF	6 CG, 1 CA	8 CG, 1 CA, 5 MF	5 CG	1 MF	20 CG, 2 CA 7 MF	

Origine des éleveurs :

x dont 1 Ferme Pépinière

xx dont 2 "

73

100

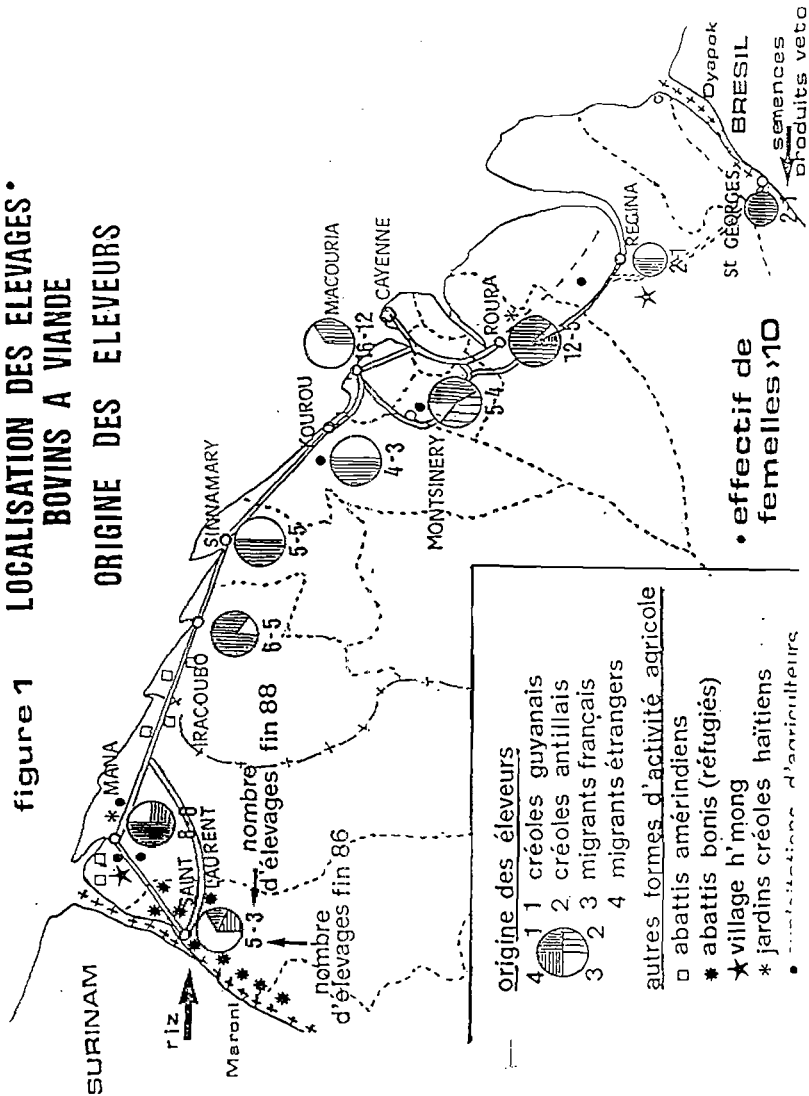
CG : Créoles Guyanais

CA : Créoles Antillais

MF : Migrants Français (ont été intégrés dans cette catégorie les différentes fermes pépinières)

ME : Migrants Etrangers

**figure 1 LOCALISATION DES ELEVAGES •  
BOVINS A VIANDE  
ORIGINE DES ELEVEURS**



- le troupeau allaitant est associé dans des proportions assez égales soit à un autre atelier animal (8 cas) qui est de nature variable, soit à une production végétale (10 cas) elle aussi variable (le citron vert, ou lime, était une production promue par le Plan Vert). Dans 3 cas l'élevage a été installé dans le cadre d'une exploitation plus ou moins ancienne.

- dans 9 cas l'élevage est associé à une activité extra-agricole et pour 5 d'entre eux cette activité préexistait à l'introduction de l'élevage.

Dans la limite des informations disponibles nous estimons que la quasi totalité des troupeaux ayant de 10 à 49 femelles sont associés à une ou plusieurs autres productions végétales et animales et/ou à une activité extra-agricole et ce quelle que soit l'origine des agriculteurs.

### 23 - Projets et itinéraires

Depuis bientôt deux ans les éleveurs sont confrontés à une crise aiguë, financière et commerciale.

Face à cette crise les éleveurs ont développé des stratégies d'adaptation que nous avons résumées dans le tableau 3. Là encore nous avons dû nous limiter aux exploitations ayant plus de 50 femelles sur lesquelles nous disposions d'un flux régulier d'informations.

Seuls 8 éleveurs - dont 6 migrants d'origine française - sur 42 ont pris des initiatives diverses qui expriment qu'ils ont encore un projet sur leur élevage et leur exploitation. Ils possédaient fin 86 près de 20 % des effectifs de femelles, 4 parmi eux avaient des effectifs de plus de 200 femelles. Trois seulement parmi eux se consacraient exclusivement à l'élevage.

Les initiatives prises en matière d'élevage ont été diverses mais ont concerné principalement la commercialisation.

Douze éleveurs n'ont pris aucune initiative repérable quant à l'évolution de leur élevage. Mais certains d'entre eux ont introduit de nouvelles productions (lapin, ovins, maraîchage par exemple) ou ont diversifié leurs activités en profitant des opportunités créées par la relance spatiale et le démarrage de grands chantiers (transport, aménagement de pistes). Ces diverses initiatives ont été principalement le fait de migrants.

Enfin pour faire face aux difficultés et obtenir un peu de trésorerie de subsistance sans compromettre totalement l'avenir, 13 éleveurs ont décapitalisé plus ou moins fortement. Ce mouvement a lourdement pesé sur les cours des animaux.

**Tableau 2 : Place de l'élevage bovin dans des systèmes de production et d'activités**

Effectifs femelles au 31/12/86 >100	Bovin-Viande seulement	Bovin-Viande Product. animales	Bovin-Viande Product. végétales	Bovin-Viande + PA+PV	Bovin-Viande + Activités non agricol
6 créoles Guyanais  1 Créole Antillais	1	1 (caprin)	2 citrons verts	1  (porcs, ovins, caprins volailles, maraîchage agrumes)	2  (import)
16 Migrants Français	7xx	4x  (2 porcs, 1 ovin, 1 aquaculture)	3x  citrons verts		2  (salarial, pêche)
2 Migrants Etrangers		1  ovin			1  (entreprise déforestaç
10 créoles Guyanais	4		3  (canne, poivre, citron vert)	1  (porc, maraîchage)	2  (bâtiment immobili
5 Migrants Français		2  (lait, porc)		1  (lapins, maraîchages)	2  (service, hôtellerie
2 Migrants Etrangers			2  (riz, maraîchage)		
<b>TOTAL</b>	<b>12 28,6 %</b>	<b>8 19 %</b>	<b>10 23,9 %</b>	<b>3 7,15 %</b>	<b>9 21,4 %</b>
Nb de femelles concernées	1832 29,7 %	1325 21,5 %	1214 19,7 %	382 6,2 %	1421 23 %
Effectifs bovins totaux au 31/12/86	3368 26,4 %	2405 18,8 %	2373 16,6 %	754 5,9 %	2959 23,2 %

x Dont 1 Ferme-pépinière

xx Dont 2 Ferme-pépinière



**Tableau 3 : Projet sur lélevage bovin viande et évolution des activités**

Effectifs femelles au 31/12/1986	Attitude concernant l'élevage				Diversification	
	Initiative en matière de production et /ou de commercialisation	Statuquo	Décapitalisation	Disparition	Autres productions	Autres activités
≥ 100						
Créoles Guyanais		2	3	1		1
Créoles Antillais	1					
Migrants Français	5	5	4	2x	1	3
Migrants étrangers	1			1		2
≥ 50 <100						
Créoles Guyanais		3	3	4		
Créoles Antillais						
Migrants Français	1		3	1	1	2
Migrants Etrangers		2				
Total	8 19 %	12 28,5 %	13 30,95 %	9 21,4 %	2	8
Effectifs femelles concernées	1612 26,1 %	1657 26,9 %	1777 28,8 %	1128 18,3 %		

κ dont 1 ferme pépinière

3 éleveurs ont investi dans l'achat d'une boucherie

5 éleveurs ont investi dans l'achat ou l'aménagement d'un véhicule pour le transport d'animaux

5 éleveurs dont importé des reproducteurs Limousins

Enfin 9 éleveurs ont cessé toute activité et ont liquidé leur cheptel. Il est à noter que 6 d'entre eux étaient d'origine guyanaise et installés sur le périmètre de Nancibo dont nous avons précédemment parlé. Les trois autres, dont une ferme-pépinière, étaient installés dans les communes St Laurent et Mana.

Quelques éleveurs, regroupant en partie ceux qui ont pris des initiatives sur la conduite de leurs élevages, ont profité de la conjoncture et ont racheté, à bas prix, un nombre important de femelles, soit pour les remettre en état et les abattre ultérieurement, soit pour les incorporer à leurs troupeaux.

Dans la limite de l'information dont nous disposons (tableau 1) sur l'origine des éleveurs, leur itinéraire et les modalités de leur installation il apparaît des convergences quant aux facteurs favorables à la pérennisation de l'activité d'élevage et au maintien d'un projet sur ce dernier :

- Connaissance préalable du milieu biophysique et socio-économique,
- maîtrise du processus d'installation c'est à dire le choix possible de la zone d'installation, le rythme et les modalités du défrichement, la valorisation maximale du flux des subventions, le bon enchaînement de l'installation des prairies et de l'arrivée des animaux.

Cette maîtrise a revêtu d'autres formes pour les installations plus tardives grâce en particulier aux conseils et à l'expérience des « anciens ».

- projet de pérennisation dans l'activité agricole,
- capacité d'autonomisation en matière de commercialisation et d'approvisionnement.

### **III - APPROCHE REGIONALE DE LA DIVERSITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Les exploitations agricoles des Savanes MATITI et CESAREE

De l'analyse globale du système d'élevage introduit par le Plan Vert il ressort que les éleveurs, en fonction de nombreux éléments tels que les objectifs qu'ils poursuivaient en s'installant, les contraintes inhérentes aux modalités de mise en oeuvre du Plan Vert et celles liées au milieu biophysique et socio-économique guyanais, ont élaboré des systèmes de production et d'activité extrêmement divers.

La diversité appréhendée à partir de l'élevage bovin n'est-elle pas spécifique, constitutive du système agraire guyanais et n'exprime-t-elle pas les formes que doit prendre l'activité agricole pour se pérenniser mais aussi les

logiques diverses qui sous-tendent cette activité ?

Pour répondre à cette question et être ainsi en mesure de mieux comprendre les dynamiques d'évolution des systèmes agraires d'élevage et d'identifier les facteurs limitant leur évolution nous avons initié depuis le printemps 1988 une série d'enquêtes régionales.

La première d'entre elle a été réalisée sur les Savanes MATITI et CESAREE (I. SOENEN, P. LEGAL, 1988) situées entre KOUROU et MACOURIA.

Le choix de cette petite région résulte du fait qui coexistent des exploitations d'élevage issues du Plan Vert, des petites et moyennes exploitations ayant bénéficié de la création d'un lotissement agricole. Les installations des unes et des autres s'étant étalées sur plus d'une dizaine d'années.

L'enquête exhaustive a porté sur les 71 implantations se traduisant par une mise en valeur effective.

Période d'installation et origine des propriétaires

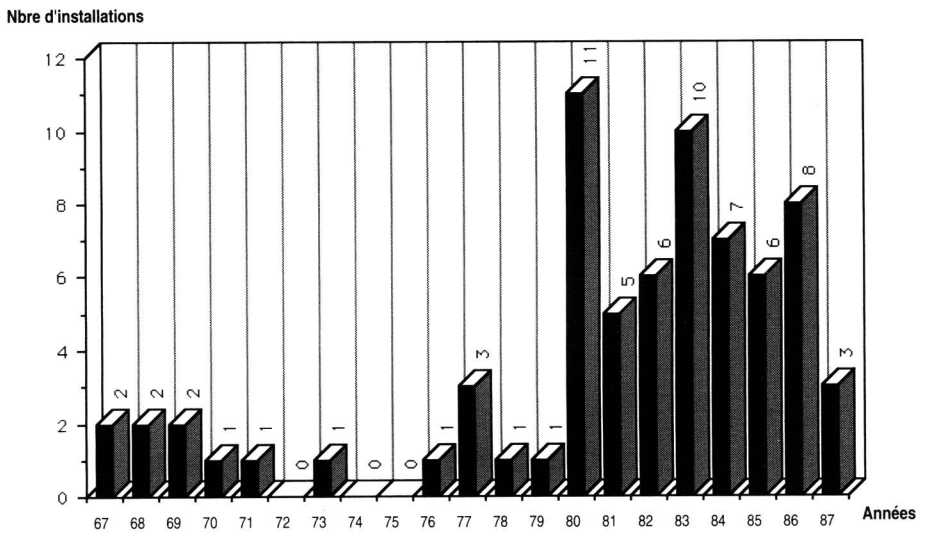
Ces implantations occupent 3770 ha et présentent des formes extrêmement diverses de mise en valeur, d'orientations de production, d'intensité de l'activité agricole.

Leur mise en place s'étend sur près de 20 ans, les plus anciennes remontant à la fin des années 60 (figure 2). La très grande majorité, 63 %, a été installée entre 1976 et 1984, soit pendant la période de mise en oeuvre du Plan Vert, bien que, comme nous le verrons plus loin, la plupart d'entre elles ne relèvent pas de la logique du Plan Vert.

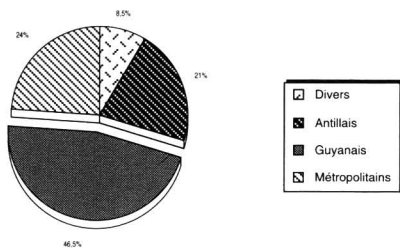
Il faut noter que ces installations sont réalisées sous un double régime foncier, celui de la concession agricole pour les superficies inférieures à 5 ha et celui du bail emphytéotique pour les superficies supérieures à 5 ha. Les propriétaires ont des origines variées (fig.3) : les Guyanais sont les plus nombreux et leur installation est dans l'ensemble relativement ancienne, les métropolitains représentent 24 % et les Antillais 21 %. Les étrangers sont des Hollandais et des Surinamiens.

51 % des installations sont le fait de pluriactifs qui sont très majoritairement Guyanais (20 cas sur 36) et Antillais (13 cas). Sur 32 situations bien identifiées nous avons noté 18 employés de services publics (municipalité, DDE, pompier, Centre Spatial) ; 7 salariés d'entreprises privés, 5 travailleurs indépendants). L'activité agricole apparaît donc très dépendante de l'ensemble des autres activités de la région.

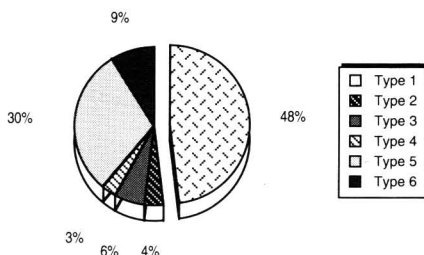
**Fig.2 : REPARTITION DES INSTALLATIONS**



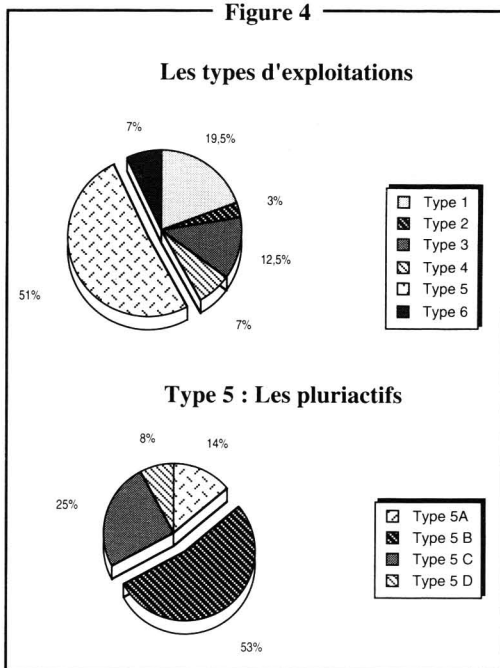
**Fig 3 : L'origine des exploitants**



**Fig 5 : Surface totale par type d'exploitatin**



**Figure 4**



## Les grands types d'exploitation

Nous avons établi une typologie structurelle sur la base de deux ensembles de critères:

- activité du Chef d'Exploitation : plein temps agricole/pluriactivité,
- les orientations productives dominantes : nous avons distingué la monoproduction animale quelle qu'elle soit des autres productions, puis au sein de celles-ci les productions diversifiées (associant abattis, cultures vivrières, arboriculture, différents élevage) et les cultures maraîchères.

Type 1 : exploitant en plein temps, monoproduction animale, installation ancienne.

Ce type regroupe 19,5 % des implantations et occupe 48 % des superficies.

On distingue 11 exploitations spécialisées en élevage bovin-viande mais deux d'entre elles lui associent un autre élevage (porcs pour l'un, ovins pour l'autre), 2 en élevage ovin-caprin, 1 en aviculture.

Six éleveurs, installés entre 1984 et 1986, ont repris soit totalement (1 cas), soit partiellement (5 cas) des élevages installés au début du Plan Vert.

L'importance des élevages et les systèmes techniques mis en oeuvre sont extrêmement divers :

- les effectifs varient d'une trentaine à plus de 800 têtes, et les superficies en prairies de 30 à 180 ha,
- sur Fond Zébu dominant des croisements divers sont mis en oeuvre (Schwitz, Limousin)
- Cinq éleveurs se sont autonomisés en matière de commercialisation : achat de boucherie, fourgon-vitrine, bétailière,
- d'autres, et en partie les mêmes, s'autonomisent en matière d'approvisionnement en intrants : importations directes de métropole pour les engrais, l'aliment du bétail, du Brésil pour les semences fourragères, certains produits vétérinaires.

Depuis deux ans la moitié des éleveurs bovins ont donné la priorité à d'autres productions (porcs, ovins, lapins) ou d'autres activités pour s'assurer des ressources. La plupart ont limité leurs interventions sur les prairies (moins de fertilisation, d'entretien) et sur les troupeaux (limitation des

manipulations, plus d'identification) pour se consacrer aux problèmes de commercialisation. Trois ont profité de la conjoncture et racheté un nombre important d'animaux.

Type 2 : plein temps agricole, monoproduction animale, en phase d'installation

Ce groupe intermédiaire concerne deux jeunes guyanais qui bien que disposant de terres depuis 1983 n'ont pas encore d'activité productive. Ils ont tous deux commencé à installer un troupeau zébu.

Il faut noter que l'un d'eux est le Président du CDJA.

Type 3 : plein temps agricole, productions diversifiées.

Il représente 12,5 % des installations et occupe 6 % des surfaces. Il est le fait d'une majorité de Guyanais (7 cas sur 9) relativement âgés et d'Antillais.

Ces installations disposent d'une superficie très variable dont la superficie mise effectivement en valeur semble dépendante de l'ancienneté et de la force de travail mobilisable. Un élevage bovin est présent dans 3 cas et parmi les installations les plus anciennes. Les effectifs sont très variables (de 2 à 25 femelles) ainsi que le type d'animaux : Zébu, brune des Alpes, créole. L'alimentation est assurée par le pâturage de la savane avec un petit appoint de prairie semée et d'aliments achetés.

Il n'y a pas d'objectif de production bien défini, la commercialisation porte sur des veaux, des taurillons, des vaches de réforme.

L'élément central du système de production est constitué par l'abattis auquel sont associés plusieurs espèces animales : les porcs sont les plus fréquents (créoles, croisés Large-White x créole), les ovins (Black Belly et créoles). L'atelier porc est essentiellement nourri à partir de productions végétales issues de l'exploitation : cra-manio, dachines, bananes et déchets ménagers ; l'essentiel de la production concerne des porcelets de 30 à 35 kg vendus pour les fêtes.

Type 4 : plein temps agricole, maraîchage de plein champ.

Ces exploitations sont peu nombreuses (7 % des installations), occupent une superficie très limitée (3 %), sont de création récente et appartiennent dans 4 cas sur 5 à des migrants (2 métropolitains, un hollandais, un surinamien).

Un troupeau bovin est présent dans une seule exploitation et valorise des surfaces en herbe non exploitées dans d'autres installations.

Type 5A : Pluriactif, monoproduction animale.

Ce groupe peu nombreux rassemble 7 % des pluriactifs. Il est constitué d'une large majorité de Guyanais (4 sur 5). Ces installations sont relativement récentes (toutes après 1980 et 3 après 1983).

Les superficies exploitées sont toutes inférieures à 10 ha. L'élevage est exclusivement bovin, les effectifs sont de 3 à 8 femelles. L'alimentation repose sur des prairies semées et un peu de complément acheté.

Toutes les interventions se font manuellement ou en ayant recours aux services d'agriculteurs disposant de matériel.

La vente se réalise en fonction de la demande d'amis et de connaissances.

Type 5B= : Pluriactif, productions diversifiées.

C'est le groupe le plus nombreux, 27 % de l'ensemble des installations et 53 % des pluriactifs. Il est essentiellement constitué par des Guyanais (11 cas sur 19) et des Antillais (7 cas). Les deux tiers des installations se sont effectuées après 1980. Les plus anciennes sont celles de Guyanais.

Les systèmes de production et d'élevage présentent de fortes analogies avec ceux des exploitations du type 3, l'élevage bovin y est cependant plus fréquent. Les effectifs bovins varient de 2 à 15 femelles et disposent le plus souvent d'une surface de prairie qui est fertilisée assez régulièrement. L'importance des surfaces en culture (abattis, vivrier) et des effectifs animaux semblent liés à une présence permanente sur l'exploitation (résidence permanente sur celle-ci, le conjoint y travaille à temps plein).

Selon les souhaits exprimés par les propriétaires ce type d'exploitation semble constituer une sorte d'étape intermédiaire vers la fixation dans un plein temps agricole.

Type 5C : Pluriactif, productions végétales dominantes.

Ce type représente 25 % des pluriactifs. Il est constitué par une majorité d'Antillais (5 sur 9) et par des Guyanais (3). Toutes les installations ont été réalisées à partir de 1980 et plus de la moitié à partir de 1984.

Ces exploitations ne possèdent pas de bovin, mais deux d'entre elles ont installé une petite surface de prairie pour y élever quelques bovins dans les prochaines années.

Les productions animales se limitent à quelques porcs alimentés avec les sous-produits de l'exploitation et un peu de concentré.



**Tableau 4 : Origine des éleveurs de bovin viande au moment de l'installation de cet élevage**

Effectifs femelles au 31/12/86	Créoles Guyanais		Créoles Antillais		Migrants Français et Etrangers				
	Installé dans hors agriculture		Jeunes Techniciens Agricoles	Jeunes sans expérience agricole	Déjà installés dans l'agriculture	Déjà installés en Guyane		Nouveaux	
						dans l'agriculture	hors Agriculture	avec expérience agricole	sans expérience agricole
> 100									
Nombre d'élevages	2	1	1	2	1	6	2	2	4
Effectifs	318	151	210	324	217	1130	517	286	876
Maintien de l'activité d'élevage	2	1	-	1	1	3	1	2	2
Initiative	-	-	-	-	1	2	1	1	2
Cessation d'activités	-	-	en cours	1	1				
> 50 < 10									
Nombre d'élevages	2		3	5	-	1	-	4	2
Effectifs	140		227	354		65		276	169
Maintien de l'activité d'élevage	2		2		1			4	1
Initiative dans l'élevage bovin	-		-	-		-		-	1
Cessation d'activités			1 en cours	4				-	1

N'ont pas été pris en compte les 4 Fermes Pépinières

Un réseau de relations en voie de constitution

L'espace mis en valeur des Savanes Matiti et Césarée ne se limite pas à la juxtaposition des différents types d'exploitations que nous venons de présenter.

D'une part, antérieurement à leur installation une partie des agriculteurs entretenaient entre eux des relations. D'autre part au cours de leur installation et à l'occasion de leurs différentes activités productives et de commercialisation de leur produits, les agriculteurs ont établi des relations, tissé des liens très divers.

En s'inspirant de la problématique du GERDAL (J.P. DARRE 1986), P. LEGAL et L. SOENEN ont ainsi pu distinguer :

Un réseau «entraide-échange» fondé sur des coups de main pour des opérations précises (manipulation de bétail par exemple), des travaux réalisés en commun (préparation de l'abattis), des échanges de semences, de boutures, de plants.

- un réseau «travaux d'entreprise agricole», qui s'établit sur la base d'une demande et qui se traduit par une monétarisation de l'échange contrairement à celui spontané et gratuit de l'entraide.

- un réseau «achat-vente» qui relie les agriculteurs par des flux de produits divers : animaux, semences, plants et foin principalement, mais aussi et dans une moindre proportion des aliments du bétail, du matériel, des produits vétérinaires du fumier.

Enfin un «réseau de dialogue» a été identifié sur la base des échanges qu'ont entre eux les agriculteurs à propos de questions techniques en débat.

Ces réseaux qui se recoupent et présentent des morphologies assez différenciées, manifestent une dynamique d'organisation d'un tissu professionnel complexe et conflictuel, comme le montrent les positions très tranchées d'individus ou de groupes sur certains choix ou orientations techniques en matière d'élevage tels que le zébu, le croisement avec d'autres races, les espèces fourragères, les associations graminées-légumineuses.

Il apparait clairement que les relations entre les agriculteurs même si elles tendent à se professionnaliser sont encore fortement «marquées» par les origines de ceux-ci, les modalités de leur installation.

En dépit de leur morphologie éclatée, les réseaux que nous venons de présenter n'en constituent pas moins selon nous les éléments d'un système agraire en voie de constitution.

#### **IV - LE SYSTEME AGRAIRE GUYANAIS EST EN CONTINUELLE EMERGENCE**

Certains éléments du système agraire guyanais ont fait l'objet d'études qui mettent bien en évidence la composante culturelle et ethnique très forte des formes de l'activité agricole et de l'occupation de l'espace (P.GRENAND (1981), A.GELY (1983), C.PINDARD (1985), A.PARADIS (1985), J.P.DUBEUF (1985), C.LEBERRE (1988).

Chacune de ces études apporte de précieux éléments de connaissances sur certains systèmes de production mais ne s'intéresse qu'à des groupes ethniquement homogènes et n'aborde pas la question de la dynamique de constitution et d'évolution d'un système agraire.

L'enquête réalisé sur les savanes MATITI et CESAREE nous a permis pensons-nous, de percevoir quelques uns des mécanismes par lesquels se constitue dans un espace donné «l'association des productions, des techniques qu'une société met en oeuvre en vue de satisfaire ses besoins».

L'originalité de la situation et des processus en oeuvre tient à la confrontation, face à un même milieu, d'individus et de groupes humains d'origines socio-culturelles très diverses n'entretenant pas les mêmes relations à l'espace, à l'activité agricole et ayant des objectifs très contrastés : projet agricole selon des «modèles» aussi différents que l'extencia sud-américaine, l'exploitation intensive métropolitaine, l'abattis (LEGUEN, 1988); constitution d'un patrimoine ; expérience d'une vie autonome dans un milieu à conquérir, etc...

Cette situation est intimement liée :

- d'une part aux formes de l'intervention de l'Etat en matière de développement agricole,
- d'autre part aux modalités de constitution de la société guyanaise .

Les constances de l'intervention de l'Etat

Passant en revue les multiples projets de développement de l'agriculture

guyanaise qui jalonne trois siècles d'histoire M.J. JOLIVET (1987) met en évidence un certain nombre de constances auxquelles le Plan Vert ne semble pas avoir échappé :

- la finalité du développement, de la mise en valeur n'est pas celle qui est annoncée : c'est tantôt faire de la Guyane la base d'appui pour les Antilles, c'est au moment du lancement du Plan Vert contribuer à assurer l'approvisionnement de la France en pâte à papier,

- l'urgence, la précipitation, le spectaculaire. Il n'est que de rappeler la triste et mortelle équipée de KOUROU en 1763. Mais en 1975 en l'espace de quelques mois et avant toute étude est annoncée très officiellement le lancement à grands renforts d'émissions de promotion un projet de mise en valeur et le peuplement qui doit en dix ans permettre d'installer plus de 30 000 migrants et créer 10 000 emplois,

- la modicité des résultats : les promoteurs du Plan Vert garantissaient à échéance de 5 ans la constitution d'un troupeau bovin permettant d'obtenir une production de 500 T de viande qui couvrirait 50 % des besoins de 1975, que les 1 000 T seraient atteintes en moins de dix ans avec un troupeau de 30 000 têtes. Fin 1987 la production a été de 350 T et n'a couvert que 25 % des besoins. Et des 90 exploitations spécialisées en élevage bovin qui devaient être créées, nous avons vu précédemment ce qu'il en a été et ce qu'il en reste.

A la lumière des différents rapports de suivi et d'évaluation émanant de l'Inspection Générale des Finances ou de l'Inspection des DOM on découvre la fragilité d'un système agraire très fortement tributaire pour son émergence et sa pérennisation du soutien permanent de l'Etat. Cette observation, s'applique aussi à d'autres secteurs d'activités qui ont connu dans un passé récent (exploitation forestière) ou connaissent actuellement (aquaculture), des évolutions très comparables.

L'analyse de ces rapports met bien en évidence la rapide évolution des engagements vis à vis des objectifs initiaux, et donc les conséquences prévisibles sur le processus d'installation et l'évolution des systèmes techniques mis en place.

Ainsi dès avril 1978 (Y.M. COSSE, 1978), soit moins de deux ans après le lancement du Plan de Développement, face aux difficultés financières auxquelles étaient confrontées de nombreuses exploitations, plus spécialement celles spécialisées en élevage bovin, un premier rapport de l'Inspection Générale des Finances, recommande l'arrêt des installations de nouveaux migrants «la priorité devant porter sur la consolidation de la vingtaine d'exploitations de bonne taille en cours de constitution depuis fin 1986». Ce

rapport soulignait aussi combien les réalisations de déforestation, d'aménagement, dépassaient les prévisions de financement et que la situation était inversée en ce qui concernait les réalisations en matière de voirie.

Un second rapport réalisé quelques mois plus tard (Y.M. COSSE 1978) disait très explicitement qu'il y avait au niveau «de la DDA... une volonté d'atteindre les objectifs initiaux quelqu'en soit le prix».

Ce n'est finalement qu'en 1984 alors que la quasi-totalité des exploitations sont en difficulté et que les en-cours impayés se sont accumulés que l'arrêt des installations devient effectif.

Il n'est pas nécessaire d'aller plus avant pour souligner que toute étude du système d'élevage ainsi introduit ne peut ignorer, les conditions institutionnelles, financières de son émergence car celles-ci ont très fortement déterminé la maîtrise qu'ont eu ou non les éleveurs sur l'installation et l'évolution de leur exploitation.

Une succession continue de courants migratoires contrôlés et spontanés

Depuis les débuts de la colonisation les autorités politiques et administratives ont été obsédées par le peuplement de cet immense territoire vide. Et il n'est pas de projet de développement qui n'ait été accompagné d'un programme «d'importation» de main d'oeuvre.

Jusqu'à l'abolition de l'esclavage il s'est agi essentiellement de favoriser l'installation de colons européens à la différence de ce qui se passait déjà dans les deux autres Guyanes où étaient établis d'importants peuplements indiens et indonésiens. On chercha donc à attirer des colons chinois (en 1820, puis entre 1860 et 1880), madérois (1855), indiens (entre 1855 et 1877).

Le bagne fut aussi intégré à cette stratégie avec «la création des établissements pénitentiaires spéciaux pour Indochinois en 1831 et l'attribution de concessions aux libérés arabes» (CHERUBINI, 1986).

Cette tradition s'est maintenue après la départementalisation de 1946. Il n'est que de citer :

- en 1953-54 l'installation, dans la région de SINNAMARY, de Javanais dans la perspective du développement de la riziculture pluviale,

- en 1975-76 l'implantation de deux importantes communautés H'Mong d'origine laotienne, d'un petit groupe d'agriculteurs réunionnais rapatriés de Madagascar, de rapatriés du VANUATU, de migrants hollandais du

## SURINAM.

A ces flux migratoires initiés par les Pouvoirs Publics il faut ajouter depuis le début des années 1970 des flux non contrôlés de Haïtiens, Brésiliens, Surinamiens.

Pour ces groupes le secteur agricole offre, sous des formes diverses, la possibilité d'amorcer leur intégration socio-économique. Et nombre d'agriculteurs, de tous types, emploient un ou plusieurs de ces travailleurs immigrés au statut souvent précaire.

Les enquêtes en cours dans les régions de MACOURIA-MONTSINERY et de MANA tendent à montrer que la diversité des formes de l'activité agricole que l'on y observe sont fortement liées aux dynamiques migratoires.

## V - CONCLUSION

En 1975 l'Etat décide le lancement d'un important programme de mise en valeur agricole dont l'élevage bovin constitue une composante essentielle.

Au départ le système d'élevage qui se construit de toutes pièces s'édifie aux marges du système agraire préexistant.

Des trajectoires diverses d'installation peuvent être identifiées qui révèlent les objectifs poursuivis par les éleveurs et leurs possibilités diverses de maîtrise du processus d'installation. Celui-ci apparaît déterminant dans la pérennisation de l'activité d'élevage.

Très rapidement sous la pression des contraintes financières le système d'élevage se diversifie fortement en termes de conduites techniques et s'intègre de plus en plus dans des systèmes de production et d'activités. A ce titre il devient une composante d'un nouveau système agraire.

Mais ce système agraire est en continuelle émergence du fait des dynamiques migratoires qui contribuent en permanence à façonner la société guyanaise, certains migrants trouvant dans le secteur agricole des opportunités d'intégration socio-économique.

Enfin l'évolution du système agraire est en très forte interaction avec l'ensemble englobant de l'économie guyanaise. Les formes, la localisation des activités agricoles, leur rapide évolution ne peuvent pas se comprendre sans prendre en compte présentement l'impact du programme spatial d'une part et celui de l'émergence d'un pouvoir régional d'autre part.

Ceci pour bien situer les enjeux et les contraintes d'une recherche sur un système agraire en émergence dans une société très réduite et extrêmement mobile.

Peut-être cette situation, en dépit de son caractère très particulier présente-t-elle quelques analogies avec celles des zones pionnières du Bassin Amazonien ou d'autres régions d'Amérique Latine.

## REFERENCES

BUMIDOM, 1975 :

opération guyane. Première étude : implantation d'exploitations agricoles et forestières.

Secrétariat aux DOM-TOM, Paris.

BUMIDOM, 1976 :

Développement agricole en Guyane.

BUMIDOM, Paris, 123 P.

B. CHERUBINI, 1986 :

De l'intégration économique à l'intégration socio-culturelle : le modèle guyanais.

Les dossiers de l'Outre-Mer, n° 85.

J.Y. COSSE, 1978 :

Rapport d'enquête, sur le financement des exploitations agricoles dans le cadre du programme d'actions prioritaires «Développement agricole de la GUYANE»,

Ministère de l'Economie et des Finances, Inspection Générale des Finances, IGF 78-205.

J.Y. COSSE, 1978 :

Rapport d'enquête, sur le financement des exploitations agricoles en GUYANE,

Ministère de l'Economie et des Finances, Inspection Générale des Finances, IGF 78-498.

J.P. DARRE, 1986 :

Comment les façons de faire et les façons de penser se transforment : l'étude des réseaux de dialogue.

Agriscope, N° 7.

DDA, CEBG, 1977 :

Projet de développement de l'Elevage bovin Viande en Guyane, ronéo, 27 p.

J.P. DUBOEUF, 1985 :

Pratiques agricoles et développement de l'élevage bovin dans les exploitations traditionnelles : le cas de la région de Macouria-Kourou.

SAD-GUYANE, Ronéo, 10 p.

A. GELY, 1983 :

La polyculture vivrière en Guyane Française.

Thèse de Doctorat de 3ème Cycle, Toulouse.

P. GRENAND, 1981 :

Agriculture sur brûlis et changements culturels : le cas des Indiens Wayapis et Palikur de Guyane.

Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique appliquée, XXVIII, 1.

M.J. JOLIVET, 1987 :

La politique de développement en Guyane : la récurrence et son point de rupture. «L'Anthropologie face aux transformations des sociétés rurales aux politiques et aux idéologies du développement»

LEYDE. Editions ORSTOM, 1988.

C. LEBERRE, 1988 :

L'élevage bovin dans les petites exploitations de la piste de St ELIE (SINNAMARY-GUYANE). Aspects socio-économiques et agronomiques.

ORSTOM-GUYANE, 112 p.

P. LEGAL, I. SOENEN, 1988 :

L'Agriculture guyanaise entre diversité et conflit. Etude à partir du fonctionnement des systèmes d'élevage bovin et des réseaux de relations entre agriculteurs.

ESA Angers, INRA-SAD KOUROU, Mémoire de fin d'études ESA Angers.

A. PARADIS, 1985 :

Traditions agricoles et développement en Guyane Française : les agriculteurs-éleveurs de la région de Kourou.

Mémoire de Maîtrise de Géographie, Université de Paris XII Créteil.

C. PINDARD, 1985 :

La paysannerie guyanaise et l'objectif «cultures vivrières» du PPDA : le cas de Rémire-Montjoly. «Systèmes de production agricole caribéens et alternatives de développement»

Actes du Colloque, 9-11 mai 1985, Martinique.



B. VISSAC, 1987 :

Compte rendu de mission en GUYANE du 11/12 au 21/12/1987. INRA, ronéo, 10 p.

M. VIVIER, 1984 : ±16\*Réflexions autour des tentatives de mise en valeur agricole de la Guyane française in Prairies Guyanaises, Actes du colloque Inter-instituts, CAYENNE, novembre 1981.